

22 mai 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et du Chancelier Helmut Kohl, à l'issue du sommet franco-allemand, sur la question du désarmement en Europe et les relations bilatérales, Paris, Palais de l'Élysée, vendredi 22 mai 1987.

Mesdames, messieurs,

- LE PRESIDENT.- Les 49èmes consultations franco-allemandes au sommet viennent de s'achever. Sur cette longue série de rencontres et de travaux en commun, on distingue aisément une continuité. Et chacune de ces réunions a son caractère propre en raison de la -nature des questions qui s'y posent.

- Quelles sont les questions qui, aujourd'hui, ont sollicité notre attention ? Elles sont de tous ordres. Les unes sont des constantes. Par exemple, comment faire avancer dans la pratique quotidienne une série d'initiatives touchant au renforcement des liens bilatéraux : dans le domaine de la culture, de l'économie, de la technique, de l'agriculture, de la sécurité ? Sur ce -plan, on peut isoler des questions qui ont besoin d'être approfondies au cours des semaines suivantes, sur lesquelles les ministres compétents ont déjà distingué les questions réglées et celles qui restent à régler. Bref, on sait de quoi on parle. Je veux dire essentiellement : Les questions agricoles, soit dans les relations bilatérales touchant aux questions que vous connaissez, sur les prix, les montants compensatoires, etc... soit dans les relations avec l'extérieur, touchant par exemple aux problèmes des graisses végétales.

- Les problèmes économiques d'importance. Il n'était pas question d'aboutir et de les régler dans leur ensemble. Certains se posent avec acuité, mais touchent également tout de suite aux problèmes multilatéraux. Il s'agit de l'ordre et de la stabilité des monnaies.

- Quelques aspects bilatéraux dans les domaines de la sécurité et de la défense ont été abordés. Vous pourrez poser les questions de votre choix. Nous constatons un certain nombre de points positifs sur l'ensemble des relations multilatérales touchant aux problèmes du désarmement avec les aspects propres à l'Allemagne et à la France.

- Sur ce point, également, il convient de compter sur les semaines à venir pour que le gouvernement allemand, dans ses relations avec ses partenaires européens, et ces partenaires européens dans leurs relations avec les Etats-Unis d'Amérique, fassent des propositions. De toute manière les délais sont brefs, puisque se tient à Venise le 8 juin, la réunion des grands pays industrialisés et un certain nombre d'autres rendez-vous, notamment le sommet européen de la fin du mois de juin. Ceci conduira les négociateurs sur les problèmes bilatéraux de l'agriculture notamment, à se fixer non pas un délai fixe à vingt-quatre heures près, mais à considérer que grosso modo, il serait bon qu'ils en aient fini avant le 15 juin. Des procédures pour cela ont été prévues.

- Voilà l'essentiel de ce dont nous avons parlé. M. le Chancelier Kohl, auquel je redis le plaisir que nous avons eu de le recevoir avec la délégation allemande, souhaiterait dire maintenant quelques mots.\

LE CHANCELIER.- Merci beaucoup monsieur le Président de la République et surtout merci

beaucoup pour l'hospitalité comme toujours très agréable que nous avons trouvée chez vous à l'Elysée. Il s'agissait des 49èmes consultations franco-allemandes. Je vous ai invité à Karlsruhe les 25 et 26 novembre pour les 50èmes consultations. Si je parle de ces dates, mesdames et messieurs, c'est pour montrer à quel point les relations franco-allemandes sont devenues normales. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que deux fois par an pratiquement, les deux gouvernements se rencontrent pour un genre de conseil des ministres. Et les différents ministres des différents ministères se réunissent chaque année en plus, quelquefois jusqu'à dix fois. Cela veut dire que la communication et l'intensité des relations sont plus étroites que jamais. C'est quelque chose de magnifique, mais pour l'opinion publique, cela a un inconvénient : c'est devenu tellement normal que ce n'est plus spectaculaire. Et beaucoup de gens s'attendent à ce que chacune de ces réunions produise quelque chose de spectaculaire, alors que ce n'est pas possible. Nous avançons pas à pas et nous réglons nos problèmes communs pas à pas et à ces 49èmes consultations, c'était aussi le cas.

- Nous nous sommes entretenus de questions européennes, le Marché commun, la préparation du sommet de Venise et bien entendu, nous avons parlé particulièrement du désarmement vu les développements des discussions Est - Ouest.

- Pour les questions européennes, nous avons, comme le Président de la République l'a dit, beaucoup parlé du Conseil européen prochain, de Bruxelles. Vous connaissez les problèmes qui devront y être réglés : financement de la Communauté, nouvelle orientation de la politique agricole.

- Je ne voudrais gêner personne ici, mais l'expérience des dernières années a montré que lorsque la France et la République fédérale n'avancent pas ensemble, c'est très difficile d'arriver à un accord. Nous sommes d'accord sur presque toutes les questions, mais il y a des points sur lesquels il n'y a pas d'accord. Il faut l'avouer ouvertement et une question de ce genre, c'est justement les questions agricoles. Il est incontestable que des deux côtés il y a beaucoup de bonne volonté, mais il y a également d'énormes problèmes. Des problèmes qui ne peuvent pas nous être indifférents ni au gouvernement français, ni au gouvernement fédéral, ni au Président de la République, ni à moi, parce qu'il s'agit d'hommes, de gens, de paysans, de leurs familles. Nous avons tous les avantages de l'Europe et nous ne voulons pas qu'un groupe social ait à souffrir du développement européen. Nous devons essayer de rester solidaire.

- Notre but est - et je voudrais le souligner à nouveau - que nous arrivions à un accord avant le Conseil européen de Bruxelles et, si c'est possible, même avant le sommet de Venise. Il faut pour cela que travaillions de manière très intensive et que les différents collaborateurs se fatiguent énormément dans les jours à venir pour travailler de manière commune.

- Le sommet prochain de Venise soulignera à nouveau la grande responsabilité des pays industrialisés pour le développement de l'économie et pour le développement des relations Nord - Sud. La politique monétaire et la politique économique, le problème de la dette internationale, le problème de la détérioration de la situation du tiers monde et le terrorisme, tout cela sont des sujets où nous pouvons, je l'espère, travailler de manière commune. Il sera important que la France et la République fédérale d'Allemagne insistent pour faire en sorte que les documents qui sont approuvés à la réunion de Venise ne restent pas lettre morte. Je pense que c'est particulièrement important.

` LE CHANCELIER ` suite `

- Nous avons parlé, bien entendu, hier et aujourd'hui, de manière très intensive le Président de la République et moi, et M. le Premier ministre et moi, sur le développement des relations Est - Ouest. Un rapport comme celui qu'a fait le Premier ministre, M. Jacques Chirac, sur son voyage à Moscou m'a particulièrement intéressé. Je suis d'accord qu'il faut absolument utiliser les chances que nous avons et que nous offre le processus de réforme en URSS pour essayer de faire avancer les choses. Nous ne nous attendons à rien de spécial, nous savons que ce ne sera pas simplement les annonces faites en Union soviétique qui comptent. Mais nous pensons quand même que les choses bougent. Je pense que les relations entre l'Allemagne et la France doivent également là être importantes. Il faut que nous définissions notre intérêt commun, et il est

particulièrement important de savoir ce que nous avons à dire dans le domaine des armements.

- Je voudrais faire une série de remarques, générales et brèves. En République fédérale, je ne m'en plains pas mais je le constate, en République fédérale, se trouve la plus haute concentration d'armes et de soldats du monde entier. Cela bien entendu entraîne des réactions et des conséquences dans notre opinion publique. Nous avons imposé l'installation des Pershings 2 pour renforcer l'Alliance `Alliance atlantique` et je suis encore aujourd'hui reconnaissant du soutien que nous avons trouvé en France à ce propos. Nous voulons des progrès dans le problème du désarmement. Mais il est évident que le désarmement n'est pas un but en soi. Il faut qu'à la fin du désarmement, la sécurité soit plus grande et pas moindre.

- Pour les négociations américano-soviétiques sur les armes intermédiaires de moyenne portée et de plus courte portée, il est évident qu'il est important d'avoir une position commune. Nous voulons que la solution envisagée à Reykjavik pour les fusées de moyenne portée de plus mille kilomètres `SRINF` deviennent une réalité. Nous pensons donc qu'une solution zéro globale pour ces systèmes de plus mille kilomètres est une bonne solution. Pour ce qui est des armes d'une portée de 500 à 1000 kilomètres `SRINF`, nous pensons que c'est une bonne chose d'éliminer ces armes mais je voudrais dire clairement que vu le défi particulier que cela pose à la République fédérale, nous avons une responsabilité particulière. Je voudrais souligner ici que la prise de décision de la République fédérale se fera très bientôt. Je ferai une déclaration la semaine prochaine au Bundestag à ce sujet, et pendant ces deux journées à Paris pour moi c'était très important de discuter à nouveau de ce sujet avec nos amis français parce que pour notre position il est très important que nous nous serrions les coudes là avec nos partenaires de l'Alliance, et nos partenaires français en particulier.\

`LE CHANCELIER` suite`

- Il faut bien prendre en considération que, en dessous de 500 kilomètres `SNF`, il y a des différences très importantes et des déséquilibres très importants entre les deux côtés Est et Ouest et cela est particulièrement important pour les Allemands qui vivent de chaque côté de la ligne de division entre l'Est et l'Ouest. Justement, s'il y a un désarmement nucléaire que nous souhaitons d'ailleurs, le problème du déséquilibre dans les armes conventionnelles et dans les armes chimiques devient de plus en plus important. C'est pourquoi nous voulons, dans l'intérêt de toute l'Europe, que la discussion du désarmement ne se limite pas à des aspects partiels. Nous voulons entreprendre des efforts pour que, dans les domaines que j'ai cités, des progrès soient accomplis. Mais bien entendu, pour la technique même du désarmement, nous voulons rester très pragmatiques pour montrer clairement que nous voulons véritablement avancer et que nous voulons absolument rien bloquer. Cela signifie, je le répète, que dans les jours à venir, nous allons encore parler avec d'autres partenaires amis et alliés et qu'ensuite dans la déclaration gouvernementale du jeudi 4 juin nous déclarerons quelle est notre prise de position. L'Europe a besoin d'un concept commun, et l'amitié entre l'Allemagne et la France joue là un rôle particulier.\

`LE CHANCELIER` suite`

- Je voudrais ajouter une remarque, vu les deux ou trois choses que je lis de temps en temps dans la presse parisienne. Le 18 mars dernier déjà j'ai dit qu'il y avait une amitié privilégiée avec la France que nous voulions continuer à développer et je soulignais qu'entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, il existait une identité des opinions et des intérêts qui nous permet, dans le plus grand nombre possible de domaines, de travailler de manière commune. Je voudrais souligner ici à Paris, à l'Élysée, qu'il n'y a en République fédérale aucune alternative à cette politique, il n'y a pas de chemin tiers, il n'y pas de troisième chemin, qui soit possible. Tous les autres chemins, tous ces chemins, sont absolument aberrants. Tous les gouvernements de la République fédérale depuis Conrad Adenauer, et cela vaut particulièrement pour le gouvernement actuel qui a exactement la même coalition que le gouvernement de C. Adenauer, ont toujours bien souligné que vu la division de notre patrie, c'est la liberté qui a le pas sur l'unité dans notre pays. Donc, il est très important, surtout dans notre position, d'avoir des amis et des alliés, et nous savons tout à fait apprécier la présence de nos amis français, la présence de soldats français chez nous en République fédérale. Vous l'avez dit, récemment.

monsieur le Président, à Berlin, vous avez souligné la signification de la présence française à Berlin, je voudrais vous en remercier. Je voudrais vous remercier d'être venu pour l'anniversaire de Berlin. Vous avez été le premier chef d'Etat à rendre visite à Berlin à l'occasion de ce 750ème anniversaire.

- Donc, je le répète, il n'y a pas d'alternative à notre intégration à l'Ouest. La République fédérale d'Allemagne ne prendra pas de chemin tiers, ne sera pas assise entre deux chaises. Je voudrais souligner que j'avais neuf ans au début, quinze ans à la fin de la guerre, et je dois dire que maintenant treize ans avant la fin de ce siècle, nous voyons clairement à quel point nous avons appris de l'histoire. Des millions de gens ont souffert et nous les Allemands particulièrement. Nous voulons maintenant être des amis et des alliés fiables même s'il y a quelquefois des divergences entre nous. Nous savons évaluer l'amitié de la France et nous savons tout à fait à quel point elle est importante pour nous. Avec cette conclusion un peu personnelle, j'aimerais terminer ici et vous demande si vous avez des questions à poser.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle pourrait être la réponse européenne à la double option zéro ?

- LE PRESIDENT.- Vous connaissez la position que j'ai prise en 1983. L'installation des Pershings 2 sur le territoire allemand répondait à une décision prise en 1979 par l'OTAN, rappelée par M. Reagan en 1981 et surtout à l'accroissement du nombre de SS 20 implantés en Europe. La seule façon ou bien d'équilibrer, ou bien d'arrêter cette progression des SS 20 ou bien de revenir à zéro dans ce domaine, c'était d'installer les Pershings 2. La logique inscrite depuis la décision de 1979 était que, si ces armes disparaissaient d'un côté, elles puissent disparaître de l'autre. Telle a été la condition constante des forces occidentales. Il est heureux que M. Gorbatchev ait compris cette nécessité. Il n'empêche que sur ce point restent encore des questions sans réponse, et il en faudrait des réponses. Je pense à la globalité c'est-à-dire au fait que ou bien il existe encore de ces armes là - forces nucléaires intermédiaire à longue portée - ou bien il n'y en a plus. La position qui en laisse 100 ici et 100 là, ne nous paraît pas logique. Il serait bon qu'il y ait un contrôle, une vérification des opérations de désarmement. Mais cela est consécutif à la décision, que j'approuve, du désarmement des forces nucléaires intermédiaires à longue portée.

- Sur la deuxième option proposée, celle des forces intermédiaires à courte portée `SRINF`, je pense que c'est une bonne initiative des deux dirigeants Russe et Américain que d'avoir donné leur accord dans cette direction mais que cela pose aussi des problèmes particuliers qui, en la circonstance, peuvent être déterminants. Il y a donc une notion d'équilibre, encore une fois des notions de contrôle, et une question particulière qui se trouve posée par l'existence sur le sol allemand d'un armement, propriété allemande mais à double commande, américaine et allemande, les Pershings 1A qui sont une arme très caractéristique. Le gouvernement allemand se pose à l'heure actuelle à ce sujet un certain nombre des questions sur lesquelles il apportera une réponse comme il vient d'être dit par le Chancelier bientôt, je pense le 4 juin. La France se rend bien compte des difficultés que pose un problème aussi grave. Mais pour le reste ? On avait parlé à Reykjavik d'une réduction de 50 %, et même d'une réduction totale, bon enfin, arrêtons-nous à celle-là, la réduction de 50 % des forces stratégiques. Il me semble que c'est un problème qui se pose d'une façon évidente et qui aurait pu se poser par priorité. Bien entendu, nous ne posons pas cela comme un préalable à un accord sur le désarmement limité dont les deux plus grands puissances débattent actuellement mais nous disons : il faut parler aussi des autres armes.\

` LE PRESIDENT ` Suite `

- Si le débat devait s'engager, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, sur une troisième option zéro sur les armes nucléaires de très courte portée, moins de 500 kilomètres `SNF`, d'autres questions resteraient posées. Je ne dirai pas qu'il faille les lier, même si c'est un problème de procédure qui n'est pas négligeable. Il y a les problèmes des armes conventionnelles, le problème des armes chimiques, et tout ce que l'on peut imaginer puisque, comme l'a dit le Chancelier Kohl tout à l'heure, le désarmement n'a de valeur en soi que s'il accroît les conditions de la sécurité et

non pas s'il les aggrave. La notion d'équilibre reste donc au-dessus de tous ces débats.

- L'objectif de la France est d'aboutir à une bonne harmonie des positions, de tous les Européens, particulièrement puisqu'ils sont détenteurs aussi de forces nucléaires, des Britanniques, et des Allemands puisqu'ils se trouvent dans la situation d'être le territoire où se trouve situé l'essentiel du débat. Nous ne voulons pas précéder le moment où ces décisions seront prises, notamment par le gouvernement allemand, car pour nous l'Europe et l'union ou l'unité entre l'Allemagne et la France est une priorité. Nous ne voulons pas aller plus vite que le temps, quand le gouvernement allemand se sera exprimé, nous compléterons cette information du côté français. Voici ma réponse aussi complète que possible.

- QUESTION.- Est-ce que l'on peut espérer que dans la prochaine réponse globale des Européens et des Occidentaux il y aura une voix franco-allemande à peu près commune ?

- LE PRESIDENT.- On doit l'espérer, et on peut l'estimer probable.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier si j'ai bien compris le Président dans toutes ces nuances, entre la double option zéro et toutes les questions que vous allez définir ici en plus, c'est-à-dire les très courtes portées, les conventionnelles, les armes chimiques, il ne voit pas de lien obligatoire entre ces deux points. Le Président a dit que ce n'était pas lié. Est-ce que cela ne signifie pas que dans ces questions il continue à y avoir des différences relativement grandes dans les deux positions entre la France et l'Allemagne ?

- LE PRESIDENT.- Je tiens d'abord à préciser, ayant cru être clair, mais ne l'ayant pas été, du moins, pour toutes les oreilles, j'ai bien dit et bien précisé, que nous ne voulions pas les lier par la procédure mais que bien entendu toutes ces questions étaient liées au fond. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que lorsque l'on peut désarmer par fractions, on ne pose pas en préalable le désarmement général et qu'on espère aboutir au désarmement général, d'élément en élément £ et que si on aboutit à un désarmement réussi sur les deux options, aux conditions évoquées, alors il est bien évident qu'il est souhaitable et j'ai moi-même cité les 50 % de l'armement stratégique, de ne pas s'en tenir là.

- LE CHANCELIER.- J'aimerais reprendre cela. Je n'ai jamais parlé de liens obligatoires, mais il faut que je décrive la situation dans notre pays. Je vous ai dit que la République fédérale d'Allemagne était le pays - je ne m'en plains pas, il ne doit pas y avoir là de malentendu - où nécessairement à cause du développement des dernières années il y a plus d'armes et plus de soldats que partout ailleurs au monde. C'est une particularité. Je suis spécialiste de cette question du fait de mon pays natal, où je vis avec ma famille et où j'ai longtemps été Premier ministre. En 1983, nous avons dit "nous installerons les Pershings" à l'époque, j'étais chef de l'opposition et j'avais soutenu la double décision de 1979. Nous avons dit "ou bien on arrive à négocier et à diminuer les armements, ou bien nous installons les Pershings 2. Vous savez que c'était H. Schmidt qui était à l'origine de cette décision.

- Au Bundestag `en 1983`, nous avons imposé ensuite l'installation des Pershings 2 et je voudrais encore souligner l'aide que nous a apportée le Président à cette époque. Nous avons imposé cette installation des Pershings 2 contre des résistances dans notre opinion de notre pays, qui étaient énormes. Nous avons dit que c'était la seule possibilité de forcer les Soviétiques à retourner à la table des négociations à Genève. C'est un fait et pour la première fois nous sommes effectivement dans l'heureuse position à mon avis de pouvoir envisager la conclusion d'un traité cette année. Je souligne cette année, car si le traité ne se fait pas cette année, le tout va traîner en longueur pendant des années parce que cela ne pourra être ratifié en Amérique. Il y aura à nouveau des élections en Amérique, cela nous repousse jusqu'en 1990 £ ce sont des années importantes qui sont perdues. Pour qui observe Moscou, il sera d'accord avec moi, pour considérer qu'effectivement, c'est maintenant qu'il faut saisir la chance.\

`LE CHANCELIER ` suite `

- Nous avons toujours soutenu avec passion la solution zéro au-dessus de 1000 kms `LRINF`, et c'est quand même curieux de voir que déjà plus personne n'en parle. Il y a trois mois, c'était encore inenvisageable. D'ailleurs vous remarquerez que le Traité n'est pas encore fait. Nous parlons comme s'il était déjà fermé dans le coffre pour toute l'éternité, mais ce n'est pas le cas.

M. Schmidt, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 38

Moi, je suis également pour le désarmement pour les portées intérieures à 1000 kms `SRINF` . Seulement lorsque nous parlons de 500 à 1000, il faut également parler de 0 à 500 `SNF` . Regardez une carte. Vous verrez que ces armes à courte portée sont des armes qui touchent surtout les régions où habitent des allemands de chaque côté de la ligne de division entre l'Est et l'Ouest. Ce serait une façon pour moi de négliger mes devoirs si je ne parlais pas de cette question des armes à courte portée, ainsi que des armes conventionnelles, ainsi que de la question des armes chimiques. Nous apprécions tout à fait que la France, portée en cela par un consensus important dans la population, veuille également nous aider dans la politique de sécurité. Les soldats français qui font le service militaire chez nous défendent également notre liberté, mais je pense que vous savez aussi que nos fils en République fédérale défendent également votre liberté. Et nous avons fait ce que personne au monde n'a fait, nous avons allongé la durée du service militaire. C'était un sacrifice difficile. Mes propres fils sont en train de faire leur service militaire. Il faut que je leur donne une réponse lorsqu'ils me demandent quels sont les nouveaux concepts pour la défense de la liberté. Nous ne voulons donc rien ralentir, mais ce sont des décisions qui auront de l'influence bien au-delà de la durée de mon mandat et je ne voudrais pas qu'ensuite dans l'histoire, l'on puisse dire de moi que par opportunisme, j'ai pris des décisions faciles. Pour moi, ce qui est important c'est que je prenne la décision juste.

- QUESTION.- ... sur les missiles de courte portée, est-ce que vous constatez maintenant qu'il n'y a pas de différence entre vous deux et Mme Thatcher ?

- LE CHANCELIER.- A qui posez-vous cette question ?

- QUESTION.- Compte tenu de ce que vous avez dit sur la double option zéro, est-ce que vous pensez que maintenant qu'il n'y a pas de différence entre vous deux et la position qui a été prise par Mme Thatcher, la semaine dernière ?

- LE PRESIDENT.- S'il s'agit de répondre, pour moi, je ne constate pas de différence. Non. J'ai l'impression que le débat sur les Pershings 1A, les 72, reste ouvert dans tous les cas.

- QUESTION.- Vous avez parlé tout à l'heure au conditionnel en disant "si un débat sur une troisième option zéro devait s'engager", souhaitez-vous que ce débat s'engage ?

- LE PRESIDENT.- Moi, je réponds sur les questions posées. Il y a - on a l'air de l'oublier - des négociations entre les Américains et les Soviétiques. La France n'est pas autour de la table et ne souhaite pas y être. Les Russes et les Américains ont posé, pour l'instant, deux questions et pas la troisième. M. le Chancelier Kohl a jugé bon d'évoquer cette question. Mais moi je ne prends pas de position hypothétique sur des questions qui ne sont pas encore posées par ceux qui négocient.

- De toute manière, je vous le répète, il y a une logique du désarmement et il est normal qu'on se pose toutes les questions à la fois, même si on ne peut pas les résoudre toutes à la fois. Puis pour la France, il est un principe tout à fait simple : c'est que tous les débats sur le désarmement entre Russes et Américains n'entament en rien la résolution de la France de maintenir sa stratégie de dissuasion autonome, la dissuasion nucléaire.\

QUESTION.- Qu'est-ce que vous dites de certains rapports venant de l'OTAN, disant que les Américains pourraient négliger la position européenne ?

- LE CHANCELIER.- Je n'en pense rien. Vous savez, on entend beaucoup de rumeurs en ce moment, c'est évident. Tout le monde sent que c'est une décision importante, c'est une décision de base de la politique et également de la politique de l'Alliance `Alliance atlantique` . Il y a en plus beaucoup de désorientation, introduite par qui nous savons et bien entendu il y a également certains intérêts légitimes mais je n'ai pas la moindre raison de croire que le Président des Etats-Unis, avec qui j'ai eu un entretien téléphonique très long à ce sujet il y a quelques jours, n'ait pas dit la vérité lorsqu'il m'a dit qu'il voulait des consultations étroites avec les Européens, spécialement avec ceux qui sont particulièrement concernés, c'est-à-dire les Allemands. Pourquoi devrais-je en douter ? Jusqu'à présent je n'ai pas fait l'expérience avec le Président Reagan, même lorsque la question était difficile, qu'il n'ait pas respecté sa parole. Je sais qu'il y a des publications en République fédérale, qui longtemps m'ont considéré comme beaucoup trop proche de M. Reagan et qui maintenant me reprochent d'être trop loin de lui. Tout ceci est de la propagande. cela fait partie des choses. il faut supporter cela comme le climat !

propagées, soit les parties des missiles, soit l'opération, soit comme le missile.

- QUESTION.- Vous parlez de la logique des armements, mais s'il n'y a pas dans d'engagement dans l'accord qui sera signé sur les missiles à moyenne portée, que la négociation continue à propos des missiles à très courte portée de moins de 500 kms, comment voulez-vous que les Soviétiques soient intéressés à continuer cette négociation ? Il est avantageux pour eux de désarmer des missiles à moyenne portée, les autres ne sont pas intéressants, ils ne concernent pas non plus exactement les Américains, ni même la France, ni la Grande-Bretagne. Alors est-ce que les Européens peuvent obtenir des deux partenaires, des deux grands, qu'il y ait un engagement écrit à poursuivre la négociation sur les tout petits missiles dans l'accord qui sera signé ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit que je souhaitais que des négociations futures soient prévues sur plusieurs terrains, par en haut et par en bas.

- Par en haut le désarmement stratégique, par en bas toutes les autres formes possibles de désarmement parmi lesquelles les armes à courte portée mais alors aussi les armes conventionnelles et chimiques.

- La question véritablement posée aujourd'hui - ne faisons pas de politique fiction - est celle de savoir si l'option I et l'option II aboutiront. Voilà les questions qui sont posées. Si les Européens déclarent : nous n'acceptons de donner notre accord sur ces propositions, celles que nous connaissons ou d'autres, que si l'on aboutit aussi sur toutes les autres catégories de désarmement, alors cela s'appelle des conditions préalables. J'estime qu'il ne faut pas poser de conditions préalables. C'est la remarque que j'avais faite sur le lien de procédure et sur le lien logique, c'est-à-dire de fond. Le lien de fond est évident. Mais en matière de procédure, on ne peut pas parler de tout à la fois. Personnellement j'aurais préféré que la première phase du désarmement concernât la réduction de 50 % sur les armes stratégiques.\

QUESTION.- Monsieur le Président je voudrais poser une question sur un sujet beaucoup plus banal : l'économie mondiale et le sommet de Venise. A la suite de la réunion de l'OCDE où on a beaucoup parlé de la réforme agricole mondiale et de la relance des économies mondiales, `je voudrais savoir ` si dans vos conversations vous avez avancé sur le -plan de réforme de l'agriculture, dont le GATT, peut-être accéléré ces discussions qui sont en cours ou mis d'accord sur des questions que vous avez déjà évoquées, sur les réformes du système monétaire ou un programme sur les dettes des pays en voie de développement. C'est-à-dire, est-ce que vous avez un peu rapproché vos idées pour avancer le plan d'agenda économique pour Venise. C'est-à-dire, quels sont vos espoirs très concrets pour cette réunion ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que les délégations allemandes et françaises sont tout à fait d'accord pour estimer que le problème du GATT doit être examiné dans toute son ampleur et donc se refuseraient à ce que il y ait une sorte de problème réservé, prioritaire qui serait celui de l'agriculture, tandis que l'on laisserait les autres à l'avenir. Là c'est le raisonnement inverse de celui que nous tenions tout à l'heure. On ne peut débattre au sein du GATT, puisqu'il s'agit d'un équilibre commercial que si les principales raisons qui provoquent le développement du protectionnisme sont traitées en même temps. On ne peut pas être anti-protectionniste là et en réalité protectionniste ailleurs. La France et l'Allemagne souhaitent que, comme cela a déjà été entendu mais pas toujours respecté, l'ensemble des questions principales qui touchent à la disparition du protectionnisme soient traitées dans l'ordre du jour du GATT. Là-dessus, je n'aperçois vraiment aucune distinction entre la position de l'Allemagne fédérale et la position française.

- Pour le système monétaire, déjà des accords ont été passés qui ne sont pas négligeables, Washington, Paris etc... qui sont allés dans le sens déjà souhaité par moi-même, notamment en 1982 à Versailles, d'un retour à un certain ordre monétaire et même allant jusqu'à la définition des zones de référence entre les grandes monnaies. Il y a quand même eu des progrès ces temps-ci et je crois que l'Allemagne et la France sont tout à fait d'accord pour que ces progrès se confirment plutôt que le contraire, notamment par rapport aux évolutions du dollar.

- Quant aux moyens de restaurer l'activité économique sans retomber dans les déséquilibres fâcheux, les vices d'un système inflationniste ou l'exagération des taux d'intérêt, notre analyse est

souvent identique. Nos positions sur les taux d'intérêt sont les mêmes, nous ne demandons qu'à les voir baisser. Réduction des déficits : nous pensons surtout au déficit américain. Nous souhaitons très vivement que ce déficit diminue. Quant au retour ou à l'accélération de la croissance, alors, je m'exprime là pour la France, je souhaite que les pays qui sont en mesure de le faire agissent de telle sorte qu'ils prennent une part éminente à la juste croissance, c'est-à-dire à l'activité des échanges. Cela, nous le souhaitons très vivement.

- Un quatrième point dont vous n'avez pas parlé mais que je cite pour mémoire, sur lequel Allemands et Français sont tout à fait d'accords, c'est une relance, notamment à Venise, des problèmes du développement. On peut donc distinguer dans mon récit un point qui reste à définir, ou à régler, c'est celui des moyens d'activer les échanges, chacun remplissant sa responsabilité au regard de l'ordre économique mondial.\

LE CHANCELIER.- Je ne peux que souscrire à ce que le Président vient de dire. Mais au point de vue du principe je voudrais faire une remarque sur les messages que doit produire Venise. Il faut ne nous fassions très attention, nous qui sommes les pays participants, il faut absolument que notre message continue à être pris au sérieux et ce ne sera le cas que si nous-mêmes nous prenons notre message au sérieux. Cela n'a aucun sens par exemple de faire un document officiel, d'approuver un document officiel contre le protectionnisme à chaque sommet puis nous rentrons chez nous, nous faisons le contraire de ce que nous venons de signer.

- Je crois que beaucoup regarderont les résultats de Venise de ce point de vue là et il faut que les documents ne soient pas l'expression de notre embarras mais au contraire l'expression de notre volonté, rentrés chez nous de mettre en oeuvre cette politique.

- Bien sûr, la grande question de base c'est finalement la question de la convergence de nos politiques économiques. Le Président a parlé de la politique budgétaire. Qu'est-ce que chacun de nous fait pour relancer l'économie ? Vous savez que la République fédérale - cela nous cause beaucoup de problèmes budgétaires à nous-mêmes de 1986 à 1989 - a décidé de faire une réforme fiscale d'une importance très grande. C'est tout à fait rare de faire ce genre de chose, mais nous faisons cela pour relancer la conjoncture.

- Un dernier point, je suis tout à fait favorable à ce que nous ayons à Venise une discussion sur les développements du problème de la dette. Je pense à certains pays d'Amérique latine, d'Afrique et quelquefois en Asie, mais surtout l'Amérique latine et l'Afrique. Il est évident d'abord que ce qui se passe là-bas peut avoir un effet sur notre propre conjoncture économique et en plus cela a des effets d'ordre moral très importants.

- A Venise se réunissent sept pays qui font partie des pays industriels avancés, que tous les autres pays considèrent comme les pays riches et il est évident que nous avons une responsabilité non seulement politique mais morale vis-à-vis des autres pays.

- QUESTION.- Monsieur le Chancelier, il y a deux jours les négociations agricoles à Bruxelles ont été interrompues en espérant qu'ici on pourrait trouver aujourd'hui le début d'une solution. Avez-vous fait des progrès sur les trois points qui sont en question ? Est-ce que l'Allemagne est plus prête à faire des compromis qu'au début de la semaine ? LE CHANCELIER.- D'abord je crois que votre constatation est fautive. Je crois que les négociations n'ont pas du tout été rompues à cause d'aujourd'hui, elles ont été interrompues tout simplement parce que les ministres qui négociaient étaient arrivés à un point d'épuisement, cela vaut aussi des questions personnelles, mais elles valent également pour les ministres. Et puis, il est normal que chacun veuille rentrer chez soi, parler avec les personnes compétentes. Je vous ai déjà dit que notre but était d'arriver à un accord avant le Conseil européen dans cinq semaines et nous voulons faire tout ce qui est humainement possible et je dois dire que nos collaborateurs travaillent énormément, cela va peut-être toucher aux questions des droits de l'homme, donc il faut absolument que nous arrivions à une solution, or c'est terriblement difficile. Il faut faire des compromis, c'est-à-dire qu'il faut que les deux côtés bougent et cela présuppose beaucoup de discussions internes..

- QUESTION.- Monsieur le Président, en ce qui concerne la seconde option zéro, est-ce que durant ce sommet la France a parlé d'une seule voix à l'Allemagne ou est-ce qu'il existe encore aujourd'hui des nuances entre vous-même et votre Premier ministre ?

LE PRÉSIDENT.- Je pense que vous avez fait une question qui est un peu prématurée.

- LE PRESIDENT.- La France a parlé d'une seule voix et vous venez de l'entendre.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République et M. le Chancelier, tout accord sur les euromissiles va mettre en avant le déséquilibre en armes conventionnelles en Europe. Est-ce que vous avez discuté des moyens de mettre en place une défense, de renforcer la défense européenne en armes conventionnelles, est-ce qu'il y aura demain une défense commune de l'Europe, est-ce que finalement vous, monsieur le Chancelier, est-ce que vous êtes sécurisé par un parapluie nucléaire français après le départ du parapluie nucléaire américain ?

- LE PRESIDENT.- Ce sera la dernière question si vous permettez, mais elle est sérieuse.

- LE CHANCELIER.- Tout d'abord je ne crois pas que ce soit une politique raisonnable pour l'Allemagne qui viserait à forcer nos amis français. La politique de défense française, la politique de force de frappe, est absolument claire. Ces forces très importantes pour nous et pour toute l'Europe ont surtout comme but, de défendre les intérêts français. Mais vu qu'il s'agit maintenant d'armes de destruction de très grande dimension, tout ce qui se passe du point de vue de la France doit être également vu sous l'oeil du point de vue des voisins. C'est pourquoi je suis certain que la politique française prend également en compte, sans y être obligée, simplement pour des raisons de logique, les répercussions que sa politique a pour les voisins.

- Je ne pense pas qu'il y ait une diminution de la garantie américaine pour revenir à la première partie de votre question. Je voudrais dire les choses simplement. Les soldats américains en République fédérale défendent la liberté et la non ingérence sur le territoire de l'Allemagne et des Etats-Unis, et les soldats allemands défendent le territoire de la République fédérale, et également la liberté des Etats-Unis. Ceci va de soi, c'est absolument évident et rien ne changera quelles que soient les discussions sur le désarmement.

- LE PRESIDENT.- ... Les forces nucléaires françaises représentent, je l'ai déjà dit cent fois, une force autonome de dissuasion. Elle n'appartient pas au commandement intégré de l'OTAN mais la France est membre actif de l'Alliance atlantique. Elle n'entend pas s'isoler. Elle considère même que sa force autonome est un élément non négligeable de la capacité occidentale, je ne dirai pas à mener une guerre, mais à créer des conditions telles qu'il ne peut pas y avoir de guerre comme on le constate depuis 40 ans, en tout cas en Europe. C'est cela la dissuasion. Et cette force là, c'est vrai qu'elle prend part à la défense générale des forces réunies dans l'Alliance atlantique. Quant au mode d'emploi, si je puis dire, laissez le Président de la République et le gouvernement le déterminer selon les circonstances.

- Quant à ce qui concerne l'armement conventionnel, nous avons le Chancelier Kohl et moi-même eu de multiples conversations qui ont marqué constamment des progrès, surtout depuis que nous avons revivifié le traité de l'Elysée en 1983. Nous comptons d'ailleurs lui donner des nouveaux développements et nous serons ensemble à Ingolstadt le 24 septembre prochain pour participer à des manœuvres communes entre l'Allemagne et la France. J'ai reçu dans cette salle la semaine dernière des officiers supérieurs allemands et français actuellement en stage, pour une formation commune. Cette formation commune qui aujourd'hui intéresse les officiers supérieurs, sera peu à peu élargie à la plupart de nos cadres. C'est-à-dire que nous resserrons constamment notre capacité commune de plus en plus intégrée dans de nombreux domaines d'armées conventionnelles. Cela participe aussi de la défense européenne et notre souhait c'est qu'en avançant nous allions vers une défense européenne. Les moyens de cette défense ne sont pas toujours aisés à déterminer selon les circonstances mais à mesure que le temps passe et que chaque pays acquiert sa pleine responsabilité, l'Allemagne et la France, en tout cas, vont délibérément vers cet objectif.\